



PREFECTURE
DE L'ARDÈCHE



CONVENTION DE COORDINATION
ENTRE
LA POLICE MUNICIPALE DE LA COMMUNE D'AUBENAS
ET
LA CIRCONSCRIPTION DE LA POLICE NATIONALE D'AUBENAS



Accusé de réception en préfecture
007-210700191-20250617-DEL2025-083-DE
Date de télétransmission : 19/06/2025
Date de réception préfecture : 19/06/2025

CONVENTION

Entre le Préfet du département de l'Ardèche,

Et

Le Maire de la ville d'Aubenas,

Après avis du Procureur de la République près du tribunal judiciaire de Privas,

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE :

La police municipale et la circonscription de la Police Nationale d'Aubenas ont vocation, dans le respect de leurs compétences respectives, à intervenir sur la totalité du territoire de la commune.

En aucun cas, il ne peut être confié à la police municipale de mission de maintien de l'ordre.

La présente convention, établie conformément aux dispositions des articles L. 512-4 à L. 512-6 du Code de la sécurité intérieure et de l'article L. 2212-6 du Code général des collectivités territoriales, précise la nature et les lieux des interventions des agents de police municipale.

Elle détermine les modalités selon lesquelles ces interventions sont coordonnées avec celles de la circonscription de la Police Nationale d'Aubenas.

Sans préjudice de la compétence générale de la police nationale et de la gendarmerie nationale, les agents de police municipale exécutent, dans la limite de leurs attributions et sous son autorité, les tâches relevant de la compétence du Maire que celui-ci leur confie en matière de prévention et de surveillance du bon ordre, de la tranquillité, de la sécurité et de la salubrité publiques.

Ils sont chargés d'assurer l'exécution des arrêtés de police du Maire et de constater par procès-verbaux les contraventions auxdits arrêtés. Sans préjudice des compétences qui leur sont dévolues par des lois spéciales, ils constatent également par procès-verbaux les contraventions aux dispositions du Code de la route dont la liste est fixée par décret en Conseil d'Etat ainsi que les contraventions mentionnées au livre VI du Code pénal dont la liste est fixée par décret en Conseil d'Etat, dès lors qu'elles ne nécessitent pas de leur part d'actes d'enquête et à l'exclusion de celles réprimant des atteintes à l'intégrité des personnes.

Pour l'application de la présente convention, la circonscription de la Police Nationale d'Aubenas est représentée par le chef de cette dernière.

Accusé de réception en préfecture 007-210700191-20250617-DEL2025-083-DE Date de télétransmission : 19/06/2025 Date de réception préfecture : 19/06/2025
--

Article 1 :

L'état des lieux, établi à partir du diagnostic local de sécurité réalisé par les forces de sécurité de l'Etat compétentes, avec le concours de la commune signataire, fait apparaître les besoins et priorités suivants :

- ↳ Présence sur la voie publique.
- ↳ Assurer le contrôle de la police de la route (circulation, vitesse, stationnement).
- ↳ Surveillance des foires et marchés.
- ↳ Lutte contre les pollutions et nuisances.
- ↳ Protection des zones commerciales.
- ↳ Prévention des violences scolaires.
- ↳ Lutte contre la toxicomanie.
- ↳ Lutte contre les vols.
- ↳ Lutte contre les cambriolages.
- ↳ Lutte contre les incivilités et les troubles à l'ordre public.
- ↳ Lutte contre les atteintes à la santé et à l'environnement.

TITRE 1^{er} : COORDINATION DES SERVICES

Chapitre 1^{er} : Nature et lieux des interventions

Article 2 :

La police municipale assure la surveillance des bâtiments communaux.

Article 3 :

La mission prioritaire de la police municipale est l'îlotage dans les différents quartiers d'Aubenas.

Il s'agit de patrouilles pédestres et portées assurant une présence visible et rassurante sur la voie publique et dans les espaces publics.

Les agents privilégient l'écoute et le dialogue dans l'exercice de leurs missions. La police municipale prévient les troubles à la tranquillité, la salubrité, la sécurité et l'ordre publics, et relève les infractions qu'elle constate dans le cadre de ses prérogatives.

Article 4 :

La police municipale participe à la sécurisation des entrées, sorties et abords des écoles dont la liste est déterminée par la ville :

- ↳ Ecole de Beausoleil.
- ↳ Ecole de l'Immaculée Conception.
- ↳ Ecole des Oliviers.

- ↳ Ecole de Pont d'Aubenas.
- ↳ Ecole de Saint Régis.
- ↳ Ecole de Sainte Croix.

La police municipale porte une attention particulière aux abords des collèges et lycées :

- ↳ Collège de Jastres
- ↳ Collège Roqua
- ↳ Collège Saint François d'Assise
- ↳ Lycée Astier
- ↳ Lycée Jules Froment
- ↳ Lycée Marcel Gimond
- ↳ Lycée Olivier de Serres

La police municipale assure également la surveillance des points de ramassage scolaire suivants :

- ↳ Place de la Paix.
- ↳ Rond-point des écoles.
- ↳ Gare routière.

La police municipale assure la surveillance aux abords des crèches :

- ↳ Les mini pouces.
- ↳ La maison des coccinelles.
- ↳ La marmaille.

Article 5 :

La police municipale assure la surveillance :

- ↳ Des marchés.
- ↳ Des foires.
- ↳ Du marché de Noël.
- ↳ Des regroupements de personnes sur la voie publique.

Ainsi que la surveillance des cérémonies, fêtes et réjouissances organisées par la ville d'Aubenas, notamment :

- ↳ Les fêtes traditionnelles et/ou commémoratives.
- ↳ La fête de la musique.
- ↳ La fête des fontaines.
- ↳ La cérémonie du 14 juillet.
- ↳ Le feu d'artifice au mois de Décembre pour le lancement des illuminations de Noël.

Article 6 :

La surveillance des autres manifestations, notamment des manifestations sportives, récréatives ou culturelles nécessitant ou non un service d'ordre à charge de l'organisateur, est assurée, dans les conditions définies préalablement par le chef de la circonscription de la Police Nationale d'Aubenas et le Maire, soit par la police municipale, soit par la police nationale ou conjointement.

Article 7 :

La police municipale assure la surveillance de la circulation et du stationnement des véhicules sur les voies publiques et parcs de stationnement dont le gestionnaire est la commune.

Elle surveille les opérations d'enlèvements des véhicules, et notamment les mises en fourrière, effectuées en application de l'article L.325-2 du code de la route, sous l'autorité de l'O.P.J. compétent, ou en application du deuxième alinéa de ce dernier article, par l'agent de police judiciaire adjoint, chef de la police municipale. A ce titre il effectue également les mains levées.

Les policiers municipaux procèdent à l'immobilisation des véhicules, conformément à la législation. Ils lèvent les immobilisations et le cas échéant, les font inscrire au service des immatriculations des véhicules, sous couvert du chef de la circonscription de la Police Nationale d'Aubenas.

Article 8 :

- Lutte contre la délinquance routière

La police municipale informe au préalable les forces de sécurité de l'Etat des opérations de contrôle routier des véhicules et de constatation d'infractions qu'elle assure dans le cadre de ses compétences.

Sur l'ordre et sous la responsabilité des officiers de police judiciaire, les agents de police judiciaire adjoints peuvent, même en l'absence d'infraction préalable ou d'accident, soumettre toute personne qui conduit un véhicule ou qui accompagne un élève conducteur à des épreuves de dépistage de l'imprégnation alcoolique par l'air expiré conformément à l'article L. 234-9 du Code de la Route.

Sur l'ordre et sous la responsabilité des officiers de police judiciaire, les agents de police judiciaire adjoints, peuvent également, même en l'absence d'accident de la circulation, d'infraction ou de raisons plausibles de soupçonner un usage de stupéfiants, procéder ou faire procéder, sur tout conducteur ou tout accompagnateur d'élève conducteur, à des épreuves de dépistage en vue d'établir si cette personne conduisait en ayant fait usage de substances ou plantes classées comme stupéfiants conformément à l'article L.235-2 du Code de la Route.

Les contrôles sont organisés principalement dans les lieux reconnus comme accidentogènes et à proximité des établissements scolaires.

- Circulation

La police municipale concourt à la surveillance de la circulation et à sa régulation sur les axes encombrés par l'exécution de travaux, du déroulement de manifestation ou de tout autre fait.

Elle concourt à la politique de sécurité routière. A cet effet, elle participe à la répression des infractions mettant en jeu la sécurité des différents usagers de la voie publique, afin de contribuer à la diminution des accidents.

- Contrôles des espaces et lieux publics

La police municipale participe à la tranquillité d'usage des espaces publics.

A cet effet, elle contribue avec la police nationale à la lutte contre les incivilités, au recensement des tags, des squats et à la surveillance des lieux publics, au regard notamment des troubles à l'ordre public que peuvent générer certains rassemblements diurnes et nocturnes.

La police municipale est chargée du contrôle général de l'occupation du domaine public :

- ↳ Elle assure la surveillance des différents chantiers de travaux et veille au respect des arrêtés municipaux de police.
- ↳ Elle assure la surveillance des terrasses des débits de boissons, restaurants et autres établissements assimilés et de tous types d'installations sur le domaine public.

- Lutte contre le bruit

Dans le cadre de la police du bruit et de l'environnement, la police municipale a pour mission de constater et de relever, par procès-verbal, tout tapage ou nuisance sonore. Ces derniers sont transmis sans délai à l'officier du ministère public compétent via l'officier de police judiciaire territorialement compétent.

- Lutte contre les dépôts sauvages et la gestion des déchets

La police municipale contrôle la propreté de l'espace public et fait respecter les règles générales et particulières d'hygiène publique.

La police municipale assure la surveillance des parcs et espaces verts, ainsi que des espaces publics et autres lieux ouverts au public. Elle fait respecter les règles générales et particulières édictées pour ces lieux.

Elle recherche et constate par procès-verbal ou rapport les infractions concernant la prévention et la gestion des déchets en application du code de l'environnement et du Code pénal.

- ↳ Non-respect des dispositions relatives à la collecte des ordures ménagères et consignes de tri en application de l'arrêté intercommunal portant application du règlement de collecte des déchets ménagers et assimilés.
- ↳ Surveillance des points d'apport volontaire.
- ↳ Dépôts d'ordures, de déchets, déversements insalubres déposés dans un lieu non autorisé.
- ↳ Déchets entravant la libre circulation sur la voie publique.
- ↳ Prévention et gestion des déchets.

▪ Animaux

La police municipale est chargée de faire respecter la loi n° 99-5 du 6 janvier 1999 relative aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux et la loi n° 2008-582 du 20 juin 2008 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux. Elle tient le registre de déclaration des animaux classés dangereux et instruit les demandes de permis de détention ainsi que les demandes de permis de détention provisoires.

La police municipale s'assure de la capture des animaux errants sur la commune. Elle place ces animaux dans les locaux de la SPA sis LAVILLEDIEU 07170. En dehors des heures ouvrables, les animaux sont déposés dans un local situé chez les sapeurs-pompiers d'AUBENAS. La SPA récupérera dès le lendemain ces animaux.

La police municipale d'AUBENAS instruit les procédures concernant les chiens mordeurs

Au même titre que la police nationale, elle est chargée de faire respecter toutes les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, notamment l'obligation de tenir les chiens en laisse et le contrôle de toutes les pièces administratives obligatoires.

▪ Contrôles des débits de boissons et établissements assimilés

En application du Code de la santé publique, la police municipale est chargée de vérifier les conditions de fonctionnement des débits de boissons et établissements assimilés ainsi que des épiceries et de faire respecter les arrêtés municipaux et préfectoraux pris en ces matières. Leurs actions peuvent conduire en cas de non-respect des règlements, à la rédaction de rapports de constatations transmis dans les meilleurs délais aux autorités judiciaires et administratives chargées des poursuites.

Article 9 :

Le centre de supervision urbaine (CSU) est géré par les agents de la police municipale qui en ont reçu la formation et dont le nom apparaît sur l'arrêté préfectoral.

Sur réquisition judiciaire écrite, tout officier de police judiciaire ou magistrat peut obtenir lecture et copie des images.

Après chaque extraction, un procès-verbal de remise d'images est transmis à l'officier de police judiciaire.

Article 10 :

La police municipale assure les missions de surveillance générale sur la totalité du territoire communal.

La journée et en soirée, les policiers municipaux patrouillent en centre-ville aux jours et heures de grandes affluences et aux heures de fermeture des magasins.

Des équipages mixtes police nationale/police municipale pourront être constitués pour assurer ponctuellement la surveillance de sites sur volonté conjointe et exceptionnelle du chef de circonscription de police nationale d'Aubenas et du Maire.

Les plages horaires quotidiennes de présence des agents de police municipale couvrent la période de 7 h 30 à 19 h 30, du lundi au vendredi et le samedi de 5 h 30 à 17 h 30.

Les policiers municipaux sont autorisés sous réserve d'être dûment habilités par le Préfet de l'Ardèche, à porter les armes de service de catégorie B et D détenues par la collectivité.

Article 11 :

Toute modification des conditions d'exercice des missions prévues aux articles 2 à 10 de la présente convention fait l'objet d'une concertation entre le représentant de l'Etat et le Maire dans le délai nécessaire à l'adaptation des dispositifs de chacun des deux services.

Chapitre 2 : Modalités de la coordination

Article 12 :

Le chef de la circonscription de la Police Nationale d'Aubenas ou son représentant et le chef de service, se réunissent très régulièrement et au moins une fois par mois, pour échanger toutes les informations utiles et relatives à l'ordre, la sécurité et la tranquillité publics dans la commune d'Aubenas, en vue de l'organisation matérielle des missions prévues dans la présente convention.

Sans préjudice des réunions périodiques, l'article L. 2211-3 du Code général des collectivités territoriales dispose que « le Maire est informé sans délai par les responsables locaux de la police nationale des infractions causant un trouble à l'ordre public commises sur le territoire de sa commune ». Cette information se fait de manière habituelle, par le biais de la police municipale, chargée ensuite d'informer les élus. En fonction des circonstances, le commandant de la police nationale se réserve le droit d'informer directement le Maire.

Article 13 :

Le chef de la circonscription de la Police Nationale d'Aubenas et le Maire s'informent mutuellement des modalités pratiques des missions respectivement assurées par les agents de la circonscription de sécurité publique et les agents de police municipale, pour assurer la complémentarité des services chargés de la sécurité sur le territoire de la commune.

Accusé de réception en préfecture
007-210700191-20250617-DEL2025-083-DE
Date de télétransmission : 19/06/2025
Date de réception préfecture : 19/06/2025

Le chef de service de la police municipale informe le chef de la circonscription de la Police Nationale d'Aubenas du nombre d'agents de police municipale affectés aux missions de police municipale et, le cas échéant, du nombre d'agents armés et du type d'armes portées.

La police municipale donne toutes informations aux forces de sécurité de l'Etat sur tout fait dont la connaissance peut être utile à la préservation de l'ordre public et qui a été observé dans l'exercice de ses missions.

Le chef de la circonscription de la Police Nationale d'Aubenas et le chef de service peuvent décider que des missions pourront être effectuées en commun sous l'autorité fonctionnelle du chef de la circonscription de la Police Nationale d'Aubenas.

Ce sera le cas pour des opérations préventives, telles que l'opération « tranquillité vacances », les opérations de prévention de l'alcoolisme, de la sécurité routière, plan anti hold-up...

Article 14 :

Dans le respect des dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les forces de sécurité de l'Etat et la police municipale échangent les informations dont elles disposent sur les personnes signalées disparues et sur les véhicules volés susceptibles d'être identifiés sur le territoire communal. En cas d'identification par leurs agents d'une personne signalée disparue ou d'un véhicule volé, la police municipale en informe les forces de sécurité de l'Etat.

La police municipale peut être destinataire, dans la limite du besoin d'en connaître, des informations relatives aux seuls véhicules volés.

La communication, sur demande, de données figurant dans le SIV (Système d'Immatriculation des Véhicules) au profit de la police municipale exécutant des missions de sécurité routière est autorisée (article L 330-2 du code de la route).

Selon le décret n° 2013-745 du 14 août 2013 modifiant le décret n° 2010-569 du 28 mai 2010 relatif au fichier des personnes recherchées, dans la limite du besoin d'en connaître, les policiers nationaux peuvent, par oral, transmettre aux agents de la police municipale certaines informations relatives à une personne inscrite dans ce fichier (personnes disparues ou évadées des asiles).

Sur demande motivée, certaines données figurant dans le fichier DICEM (Déclaration et Identification de Certains Engins Motorisés) peuvent être transmises aux agents de la police municipale dans le cadre de leur mission de sécurité routière (arrêté du 15 mai 2009).

Les informations relatives à l'existence, la catégorie et la validité du permis de conduire peuvent être communiquées sur leur demande aux agents de la police municipale lors de missions de sécurité routière (article L 225-5 du code de la route).

Sur demande motivée, les données figurant dans le fichier FVA (Fichier des Véhicules Assurés) peuvent être transmises aux agents de la police municipale dans le cadre de leur mission de sécurité routière.

Article 15 :

Sans préjudice de l'obligation de rendre compte au Maire, les agents de police municipale rendent comptent immédiatement à tout officier judiciaire des forces de sécurité de l'Etat territorialement compétent de tous crimes, délits ou contraventions dont ils ont connaissance.

Ils ne peuvent déroger à ce principe général et constater les infractions pénales par procès-verbal que lorsqu'une disposition législative ou réglementaire l'a expressément prévu, notamment ils peuvent verbaliser les contraventions aux arrêtés de police du Maire, les contraventions au Code de la route (liste fixée par décret du Conseil d'Etat), les infractions au Code de l'environnement, à la police de la conservation du domaine public routier, en matière de lutte contre les nuisances sonores et sur les chiens dangereux.

Les agents de police municipale adressent sans délai leurs rapports et procès-verbaux simultanément au Maire et, par l'intermédiaire des officiers de police judiciaire, au procureur de la République. S'ils ne préviennent pas sans délai l'officier de police judiciaire, dès qu'ils ont appréhendé un délinquant, leur responsabilité pénale peut être engagée.

Article 16 :

Dès lors qu'ils ont remis à la police nationale les délinquants interpellés en état de flagrance, les agents de police municipale ne sont plus compétents. Il revient alors au service de la police nationale de décider des suites à donner et de conduire les enquêtes diligentées par le Parquet.

Article 17 :

Pour pouvoir exercer les missions prévues par les articles 21-2 et 78-6 du Code de procédure pénale et l'article L.1^{er} du Code de la route, les agents de la police municipale doivent pouvoir joindre à tout moment un officier de police judiciaire territorialement compétent. A cette fin, le chef de la circonscription de la Police Nationale d'Aubenas et le chef de service de la police municipale précisent les moyens par lesquels ils doivent communiquer entre eux en toutes circonstances.

Article 18 :

Les communications entre police municipale et police nationale pour l'accomplissement de leurs missions respectives se font soit au moyen d'une ligne téléphonique, soit au moyen de la liaison radiophonique mise à disposition par le commissariat de police dans les conditions définies d'un commun accord par leurs responsables :

- ↳ Commissariat de police d'Aubenas : 04.75.89.22.22
- ↳ Police municipale d'Aubenas aux heures ouvrables : 04.75.35.78.00

Accusé de réception en préfecture 007-210700191-20250617-DEL2025-083-DE Date de télétransmission : 19/06/2025 Date de réception préfecture : 19/06/2025
--

TITRE II : COORDINATION OPERATIONNELLE RENFORCEE

Article 19 :

La Préfète de l'Ardèche et le Maire d'Aubenas conviennent de renforcer la coopération opérationnelle entre la police municipale d'Aubenas et les forces de sécurité de l'Etat.

Article 20 :

La circonscription de la Police Nationale d'Aubenas et la police municipale amplifient leur coopération suivante :

- ↳ L'information quotidienne et réciproque des données ainsi que des éléments de contexte concourant à l'amélioration du service dans le strict respect de leurs prérogatives, de leurs missions propres et des règles qui encadrent la communication des données.
- ↳ Les missions menées en commun sous l'autorité fonctionnelle du chef de la circonscription de la Police Nationale d'Aubenas ou de son représentant seront définies dans leurs modalités pratiques lors des réunions préparatoires.
- ↳ La sécurité routière, par l'élaboration conjointe d'une stratégie locale de contrôle s'inscrivant dans le respect des instructions du Préfet, du procureur de la République et du Maire ainsi que par la définition conjointe des besoins et des réponses apportées en matière de fourrière automobile.
- ↳ La mise en place de réunions mensuelles sur les manifestations permet une meilleure coordination de l'encadrement des manifestations sur la voie publique ou dans l'espace public, hors missions de maintien de l'ordre.
- ↳ La prévention par la précision du rôle de chaque service dans les opérations destinées à assurer la tranquillité pendant les périodes de vacances, à lutter contre les phénomènes ponctuels (périodes répétées de malfaiteurs, périodes réputées sensibles) à protéger les personnes vulnérables ou dans les relations avec les partenaires, notamment les bailleurs, les établissements scolaires ou les différentes entités socioculturelles des quartiers.
- ↳ La vidéo protection : convention existante.
- ↳ La prévention des violences urbaines et la coordination des actions en situation de crise.
- ↳ La communication opérationnelle : par le prêt de matériel radio permettant l'accueil de la police municipale sur les réseaux « Acropol » est possible sur des événements qui regroupent les deux services. Ce prêt de matériel fait l'objet d'une mention expresse sur les registres de la circonscription publique de la Police Nationale d'Aubenas.

Article 21 :

- **Mise à disposition d'auteur d'infraction**

Conformément à l'article 73 du Code de procédure pénale, les agents de police municipale ayant appréhendé l'auteur d'un crime ou d'un délit flagrant en rendent compte immédiatement à l'officier de police judiciaire territorialement compétent. Sur son avis, les agents de police municipale conduisent directement l'auteur du crime ou délit dans les locaux du commissariat de police, pour le placer sous l'autorité de l'officier de police judiciaire territorialement compétent.

Le transport de la personne est effectué dans un véhicule sérigraphié conformément à la législation en vigueur notamment celle issue de l'article 803 du Code de procédure pénale relatif au menottage.

Un rapport de mise à disposition est systématiquement rédigé et remis à l'officier de police judiciaire territorialement compétent. Les agents de police municipale ayant réalisé l'interpellation se tiennent à disposition de l'OPJ pour une audition éventuelle.

- **Le relevé d'identité d'un contrevenant**

Lorsque les agents de la police municipale relèvent l'identité d'un contrevenant pour dresser les procès-verbaux concernant les contraventions que la loi et les règlements les autorisent à verbaliser et que ce dernier refuse ou se trouve dans l'impossibilité de justifier de son identité, ils en rendent compte immédiatement à l'officier de police judiciaire territorialement compétent de la police nationale. Si cet officier de police judiciaire leur ordonne de le lui présenter, les agents de la police municipale procèdent au transport du contrevenant dans un véhicule sérigraphié et le conduisent directement au commissariat de police. Un rapport de mise à disposition est systématiquement rédigé et remis à l'officier de police judiciaire territorialement compétent.

- **Dépistage d'alcoolémie et de stupéfiant dans le cadre du code de la route**

Sur l'ordre et sous la responsabilité de l'officier de police judiciaire territorialement compétent, les agents de la police municipale soumettent à des épreuves de dépistage de l'imprégnation alcoolique par l'air expiré, ou à des épreuves de dépistage en vue d'établir si cette personne conduisait en ayant fait usage de substances ou plantes classées comme stupéfiants, l'auteur présumé d'une infraction punie par le Code de la route.

Les agents de la police municipale peuvent, sur l'ordre et sous la responsabilité de l'officier de police judiciaire territorialement compétent, lors d'opérations organisées par le responsable de la police municipale et en accord avec le commandant du commissariat, même en l'absence d'infraction préalable ou d'accident, soumettre toute personne qui conduit un véhicule ou qui accompagne un élève conducteur à des épreuves de dépistage de l'imprégnation alcoolique par l'air expiré.

Lorsque la police municipale procède à des épreuves de dépistage de l'imprégnation alcoolique par l'air expiré ou de stupéfiant et que, soit le contrevenant refuse de les subir,

Accusé de réception en préfecture 007-210700191-20250617-DEL2025-083-DE Date de télétransmission : 19/06/2025 Date de réception préfecture : 19/06/2025
--

soit le résultat de ces épreuves permet de présumer l'existence d'un état alcoolique, ou sous l'emprise de stupéfiant, elle en rend compte immédiatement à l'officier de police judiciaire territorialement compétent. Sauf avis contraire de sa part, les agents de police municipale conduisent directement en véhicule sérigraphié, le contrevenant dans les locaux de la police nationale. Un rapport de mise à disposition est systématiquement rédigé et remis à l'officier de police judiciaire territorialement compétent.

Dans l'hypothèse où l'établissement d'un certificat médical est nécessaire (suite à un dépistage effectué par les policiers municipaux), les agents de la police municipale sont autorisés à présenter le mis en cause, devant un médecin, en accord avec le commissariat, sauf si ce dernier est placé en garde à vue et sous responsabilité de la police nationale.

- Les ivresses publiques et manifestes

Après avoir constaté l'état d'ivresse publique et manifeste d'une personne, les agents de la police municipale en rendent compte à la police nationale. Sauf avis contraire de sa part, les agents de police municipale conduisent directement, en véhicule sérigraphié, cette personne devant un médecin afin d'obtenir un certificat médical de non admission. A l'issue, le contrevenant est conduit dans les locaux du commissariat. Un rapport de mise à disposition est systématiquement rédigé et remis à l'officier de police judiciaire territorialement compétent.

Article 22 :

La mise en œuvre de la coopération opérationnelle définie en application du présent titre implique l'organisation de formations suivantes, telles que les gestes et techniques d'intervention, les mises en situation en milieu clos, la gestion de la vidéo-protection, le secourisme, etc..., au profit de la police municipale.

Le prêt de locaux et de matériels, comme l'intervention de formateurs issus des forces de sécurité de l'Etat qui en résulte, s'effectue dans le cadre du protocole national signé entre le ministre de l'Intérieur et le président du Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT).

Titre III : DISPOSITIONS DIVERSES

Article 23 :

Un rapport périodique est établi, au moins une fois par an, selon des modalités fixées d'un commun accord par le représentant de l'Etat et le Maire, sur les conditions de mise en œuvre de la présente convention.

Ce rapport est communiqué à Madame la Préfète de l'Ardèche et à Monsieur le Maire.

Copie en est transmise au procureur de la République.

Accusé de réception en préfecture 007-210700191-20250617-DEL2025-083-DE Date de télétransmission : 19/06/2025 Date de réception préfecture : 19/06/2025
--

Article 24 :

La présente convention et son application font l'objet d'une évaluation annuelle au cours d'une réunion entre la Préfète de l'Ardèche et le Maire d'Aubenas.

Le procureur de la République est informé de cette réunion et y participe s'il le juge nécessaire.

Article 25 :

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans, renouvelable par reconduction expresse.

Elle peut être dénoncée après un préavis de six mois par l'une ou l'autre des parties.

Article 26 :

Afin de veiller à la pleine application de la présente convention, le Maire d'Aubenas et la Préfète de l'Ardèche conviennent que sa mise en œuvre sera examinée par une mission d'évaluation associant l'inspection générale de l'administration du ministère de l'Intérieur, selon les modalités précisées en liaison avec l'association des Maires de France.

Fait à Aubenas, en 3 exemplaires

Le

Le Maire d'Aubenas,

La Procureure de la République,

La Préfète de l'Ardèche,

M. Jean-Yves MEYER

Mme. Céline NAINANI

Mme Sophie ELIZEON